

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

CLB

*Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'honneur,*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 juin 1994, modifié le 1^{er} juillet 1999, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 1° de la nomenclature
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 20 juillet 2001, modifié le 1^{er} août 2002, établissant le second programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 juin 1995, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « LE POTTIER Claudine », autorisant à exploiter à PLEMET au lieu-dit « La Croix Yava » un élevage avicole de 54000 animaux équivalents (38000 poulettes démarrées et 16000 poules pondeuses) ;
- VU la demande présentée le 28 novembre 2000 par l'installation classée « E.A.R.L. LE POTTIER Claudine », sise « La Croix Yava » en PLEMET, en vue de la régularisation et la restructuration d'un élevage avicole (96000 poulettes démarrées à la place d'un cheptel de 38000 poulettes démarrées et 16000 poules pondeuses) soit 96000 animaux équivalents, ainsi que la mise à jour du plan d'épandage, à PLEMET au lieu-dit « La Croix Yava » (Section YE n°33) ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de LA FERRIERE (3 décembre 2001) - PLEMET (29 novembre 2001) - PLUMIEUX (17 janvier 2002) ;

- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 10 décembre 2003 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 12 mars 2004 ;
- CONSIDERANT** qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT** que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;
- CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT** que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de LA CHEZE, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;
- CONSIDERANT** que l'exploitation produit 9696 UN, qui seront mises à la disposition de prêteurs;
- CONSIDERANT** que la pétitionnaire souhaite pratiquer un système d'élevage dit «de double démarrage» une fois par an;
- CONSIDERANT** les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1993, réglementant la prise d'eau de «Pont Querra», notamment pour les parcelles en PLEMET (ZV N°11-168-169) exploitées par le G.A.E.C. de la BOSSETTE, situées dans le périmètre de protection;
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

La pétitionnaire est autorisée, au titre de l'installation classée «E.A.R.L. LE POTTIER Claudine », à installer et exploiter à « La Croix Yava » (section YE n°33) en PLEMET, conformément aux plans annexés à la demande, un élevage avicole en présence simultanée, réparti comme suit (*sous réserve que la production annuelle sur les poulaillers ne dépasse pas 115200 poulettes de 18 semaines d'âge et 48000 poulettes de 5 semaines d'âge*):

Elevage existant	
96000 poulettes démarrées	soit 96000 animaux équivalents
<i>Total : 96000 animaux</i>	<i>Total : 96000 animaux équivalents</i>

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, sous réserve du respect de la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 visé ci-dessus, et de celles définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 -

2.1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2.2 - Prescriptions générales de sécurité :

2.2.1 - les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (*c'est-à-dire moyennement inflammables*).

2.2.2 - l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3 - l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (*extincteurs pour feu d'origine électrique*) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.2.4 - les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5 - installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2-3 - Prescriptions particulières concernant l'élevage avicole :

2.3.1 - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 3000 m².

2.3.2 - Toutes les eaux usées (*sas, etc.*) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectés et traités. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.3.3 - que le fumier ne soit pas stocké sur le site d'implantation de l'élevage, en raison de la proximité d'un cours d'eau (100 mètres).

2.3.4 - que les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1993 susvisé soient respectées.

2.3.5 - Le fumier de l'élevage avicole sera épandu sur l'exploitation par un épandeur équipé d'une table de distribution grande largeur.

2.4 - Transfert :

La pétitionnaire tiendra à jour un registre des enlèvements des déjections (*avec les dates, le type de déjections et le tonnage*) dans lequel seront joints les justificatifs (*originaux des bons d'enlèvements*) pour l'année en cours.

Elle transmettra les originaux des bons d'enlèvements à la fin de chaque année civile au service des installations classées ainsi qu'un bilan annuel justifiant l'utilisation des déjections dans la (ou les) zone(s) d'épandage retenue(s).

Dans l'hypothèse où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par les contractants, la pétitionnaire devra fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties ou un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, ou cesser l'exploitation de l'élevage ou revenir à des effectifs d'animaux compatibles avec la capacité du plan d'épandage et des cultures à absorber les déjections animales épandues.

2.5 - Autres :

2.5.1 - Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler le bâtiment des habitations voisines sera mis en place aux abords de l'élevage. Les plantations interviendront dans un délai de douze mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

ARTICLE 5 -

La pétitionnaire est tenue de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Elle devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de PLEMET pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLEMET pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'installation classée « E.A.R.L. LE POTTIER Claudine ».

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'installation classée « E.A.R.L. LE POTTIER Claudine » dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

La décision préfectorale susvisée du 26 juin 1995 est abrogée et remplacée par le présent arrêté.

ARTICLE 8 -

« Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée ».

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Maire de PLEMET,

L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée à la pétitionnaire *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi qu'aux maires de *LA FERRIERE - PLUMIEUX - COETLOGON - LA PRENESSAYE* pour information.

SAINT-BRIEUC, le 31 MAR. 2004

LE PREFET,

Pour le Préfet,
le Secrétaire Général

Jacques MICHELOT